

11291

11291
24.11.188/11
(1939)

Compte d'Établissement.

Questions générales.

Changements d'imputation
(questions de principe).

11 291
Paris, le 21 Février 1939

Région du SUD-EST

Service de la Voie et des Bâtiments

C - 406

Monsieur le Directeur des Services Financiers

Suivant les errements pratiqués à la Région du SUD-EST, les dépenses imputées au compte "Etablissement" qui font l'objet de changements d'imputation au cours d'un exercice différent de celui de leur première imputation, sont reprises avec les frais généraux d'origine.

Il en résulte que le montant des dépenses d'Etablissement passées en écritures au cours d'un exercice comprend à la fois des sommes en principal déjà majorées des frais généraux d'exercices antérieurs (ainsi que je l'ai expliqué dans ma note C-450 du 17 courant - dont copie ci-jointe - adressée à la Comptabilité Spéciale de la Région du SUD-EST pour la liquidation des comptes de l'exercice 1938) et des sommes en principal devant supporter les frais généraux de l'exercice.

Ces errements n'étant pas suivis, à ma connaissance, par toutes les Régions, je vous propose, en vue :

- d'une part, d'unifier la méthode,
- d'autre part, de supprimer la complication comptable résultant de la nécessité de tenir un enregistrement spécial des sommes majorées de frais généraux d'exercices antérieurs,

.....

- enfin, de simplifier le calcul des taux de frais généraux et de faciliter la détermination en cours d'exercice de la situation des dépenses afférentes aux divers comptes intéressés,

de ne reprendre, dorénavant, dans les changements d'imputation à intervenir, que le principal des dépenses d'exercices antérieurs, qui recevrait ainsi, en fin d'exercice de réimputation, les frais généraux du dit exercice.

D'autre part, en ce qui concerne les dépenses d'Etablissement des "Lignes Nouvelles" remboursables en annuités, par l'Etat, nous comprenions, jusqu'à maintenant, dans ces dépenses, les dépenses nettement localisées des bureaux de Section et de District chargés exclusivement de l'exécution des travaux; par suite, nous n'appliquions au total (principal + frais de bureaux de Section et de District) que les frais généraux du Service Régional de la Voie, à l'exclusion des frais généraux d'Arrondissement.

En application des dispositions des Chapitre VII et VIII de l'Instruction Générale n° 2 - Série Finances et Comptabilité, les dépenses des Lignes nouvelles devraient être incorporées, dorénavant, dans la masse des dépenses déterminant le taux annuel de frais généraux divisionnaires.

Or, pour les lignes en construction dans la Région du SUD-EST dont les travaux ont été considérablement ralentis ou même arrêtés et qui sont en période de règlement définitifs, les frais généraux locaux (Sections) sont très importants eu égard à la masse des travaux effectués.

Dans ces conditions, il me paraît y avoir un réel intérêt à continuer de localiser ces dépenses de frais généraux locaux

.....

et de ne leur superposer que les frais généraux du Service Régional de la Voie (non compris les Arrondissements) puis les frais généraux d'Administration Centrale.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si nous sommes d'accord sur les deux points visés ci-dessus.

Le Chef du Service de la Voie et des
Bâtiments du SUD-EST

Signature.

S.N.C.F.

Services Financiers

17, rue de Londres

F2 S2 n° 265

11 291
17 Mars 1939

COPIE pour Monsieur LAGUIONIE, Inspecteur
Divisionnaire de 1ère Classe
à titre d'information.
Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale,
Signé : Jean METTAS.

Monsieur le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments de la Région SUD-EST,

Par votre lettre n° C.406 du 21 février dernier, vous m'avez posé la question de savoir si les redressements d'écritures à l'intérieur du Compte d'Etablissement, consécutifs à des changements d'imputation d'un exercice sur un autre, devaient comprendre les frais généraux d'origine, comme le préoyaient les errements de votre Région, ou bien n'intervenir que pour le principal seulement des dépenses d'exercices antérieurs, afin d'unifier la méthode et de supprimer les complications diverses.

Je suis d'avis que les reprises comptables de l'espèce ne doivent mettre en jeu que le principal des dépenses seulement.

Vous me signalez, par ailleurs, que vous localisiez directement au sous-compte "Etablissement des Lignes", au titre des travaux remboursables en annuités par l'Etat, la totalité des dépenses concernant les bureaux de Section et de district chargés exclusivement de l'exécution de ces travaux. Conséquemment le total des dépenses imputées dans l'année était majoré de la part des frais généraux

.....

divisionnaires intéressant le seul Service Régional de la Voie.

Cette manière de procéder ayant eu l'agrément de la Mission du Contrôle Financier, j'estime qu'il y a intérêt à la continuer pour les travaux remboursables ou non remboursables, sous la seule réserve que l'ensemble de la dépense sera frappée d'un taux réduit de frais généraux correspondant aux éléments des articles 1 et 2 du Chapitre IV. La Comptabilité Générale procédera sur ces bases à la répartition des frais généraux divisionnaires en ce qui concerne les dépenses d'établissement des lignes de votre Région en 1938.

Il en sera de même pour celles des exercices prochains.

P. Le Directeur des Services Financiers
Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé : METTAS.

11291
Paris, le 17 février 1939

M. l'Inspecteur Principal
chargé de la Comptabilité Spéciale
de la Région SUD-EST,

C-450

Conformément aux instructions données par les notes F²/AG n° 548 et F²/AG n° 581 des 9 et 20 janvier dernier de M. le Directeur des Services Financiers, les comptes de mon Service ont été arrêtés au 31 Décembre 1938, à l'exclusion de toute répartition de frais généraux divisionnaires entre le Compte d'Exploitation et le Compte d'Etablissement, cette répartition devant être faite, pour l'ensemble des Régions, par les soins des Services Financiers.

Les pièces comptables de clôture de l'exercice vous ont été adressées le 15 courant, dans ces conditions.

Suivant les errements pratiqués à la Région du SUD-EST, les dépenses imputées primitivement au compte d'Etablissement et ayant supporté les frais généraux de l'exercice d'imputation, ont été reprises avec les frais généraux d'origine, lorsque les dites reprises ont été nécessitées par des changements d'imputation; il s'en suit que le montant des dépenses d'Etablissement passées en écritures au titre de l'exercice 1938 comprend des sommes en principal majorées déjà des frais généraux d'exercices antérieurs. En outre, les dépenses concernant le Service Militaire des Chemins de fer (2) engagées au titre du Plan MARQUET,

.....

comprennent la majoration pour frais généraux fixée par les accords confidentiels de 1929. L'application des frais généraux de l'exercice en cours doit donc être faite sur les dépenses comptabilisées au cours de l'exercice sous déduction des dépenses provenant d'exercices antérieurs, ou bien ayant déjà été majorées de frais généraux; ces dépenses se traduisent pour 1938 par un solde créditeur de 8.252.766 frs 30.

J'ai l'honneur de vous indiquer ci-après, par compte, d'une part, le montant des dépenses d'Etablissement comptabilisées en 1938, d'autre part, le montant des dépenses de ce même exercice devant supporter des frais généraux effectifs, sous réserve de ce qui est indiqué ci-après en ce qui concerne les dépenses de Lignes Nouvelles.

	Dépenses comptabilisées en 1938	Dépenses devant supporter les frais gén ^x de l'exercice 1938
T.C. (normaux	36.347.082,46	37.003.500,83
(plan MARQUET	63.311.126,92	71.799.860,77
S.M.C.F. (Plan MARQUET) .	69.138,16 ⁽²⁾	"
T.E. (Lignes Nouvelles)	4.261,00	4.172,00 ⁽¹⁾
(Lignes Nouvelles	3.462.540,84	3.462.540,84
T.R. (Frais d'études de lignes		
(nouvelles	823.158,76 ⁽³⁾	"
(Voie	9.523,69	9.523,69
Outillage de la Voie	643.671,66	643.671,66
Totaux	104.670.503,49	112.923.269,79

(3) Ce chiffre comprend les frais généraux et charges, il ne doit pas intervenir dans la confection du taux ni dans son application. Il a été demandé à M. MATHIEU de l'indiquer dans un renvoi, sur le tableau qu'il doit remplir.

Les sommes faisant l'objet du renvoi (1) représentent les dépenses d'Etablissement de Lignes Nouvelles remboursables en annuités par l'Etat; ces dépenses comprennent l'intégralité des frais généraux réels des Sections chargées de l'exécution des travaux; les dépenses de cette nature ne doivent donc supporter que les frais généraux du Service Régional de la Voie à l'exclusion des frais généraux d'Arrondissement.

P/ le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments.
L'Inspecteur Principal

Signé : MATHIEU.